

À quelques heures de la fin

La COP26 sera-t-elle une réussite ou une déception?

L'accord surprise annoncé jeudi entre les États-Unis et la Chine redonne un coup de fouet aux négociations de dernière minute. Mais les divergences restent importantes.



Militantisme
Vendredi encore, des militants d'Extinction Rebellion exhortaient les participants à la COP26 à revoir à la hausse leurs ambitions de réduction de CO₂. AFP



Virginie Lenk

Dans ce genre de sommets, les dernières heures sont cruciales, car il faut obtenir un consensus général. La moindre virgule fait l'objet de débats. Et la pression du Royaume-Uni, hôte du sommet, de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C se heurte dans sa dernière ligne droite aux hésitations des États. L'accord entre les États-Unis et la Chine arrive à point nommé et suscite un nouvel espoir. Alors, les promesses faites à Glasgow seront-elles suffisantes? Et surtout, seront-elles tenues?

Plus et plus vite

Finis la procrastination. Selon le projet de résolution finale, les pays doivent réviser à la hausse leurs engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre dès 2022, soit trois ans avant la date prévue par l'accord de Paris. De nombreux scientifiques restent en effet sceptiques face au zéro carbone en 2050, parce qu'il est facile de faire des promesses à long terme mais plus difficile de prendre les décisions à court terme, parfois douloureuses, pour y parvenir.

En ce sens, l'Inde, qui a annoncé la neutralité carbone «seulement» en 2070, a surpris par ses annonces positives d'ici à 2030: atteindre 50% des be-

soins électriques du pays à partir de sources renouvelables ou encore réduire de un milliard de tonnes le total des émissions de carbone. Question cruciale: va-t-elle y parvenir alors que son mix énergétique est dominé par le charbon bon marché à plus de 80%?

De même, les efforts actuels des États annoncés à Glasgow mèneraient toujours vers un réchauffement au mieux de 1,8 °C selon les différentes analyses. «Franchement, c'est la montagne qui a accouché d'une souris», a déclaré mardi la patronne du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Inger Andersen. D'où l'importance des règles de contrôle des déclarations de chacun sur lesquelles les États butent encore.

Sortir du charbon

C'est une des phrases-clés martelée pendant deux semaines par le président de la COP Alok Sharma: consigner le charbon à l'histoire. Pour cela, il faut accélérer la fin des subventions, mais là encore, tous n'adhèrent pas, à commencer par les États-Unis, la Chine ou l'Australie. La Chine a annoncé ne plus construire de centrales à charbon à l'étranger, mais l'absence de Xi Jinping aura plombé le début du sommet. Pékin a finalement montré sa bonne volonté jeudi, par cette déclaration commune avec Washington. «Ce document s'engage à une série d'actions importantes sur cette décennie, au moment où elles sont nécessaires»,

«Franchement, c'est la montagne qui a accouché d'une souris.»

Inger Andersen, directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement

«La réduction de méthane est un levier supplémentaire qui pourrait vraiment nous aider à limiter le réchauffement.»

Tim Lenton, Global Systems Institute de l'Université d'Exeter

«L'océan est la salle des machines du système climatique. Je veux espérer qu'il ne sera pas le parent pauvre de Glasgow.»

Rémi Parmentier, secrétaire de Because the Ocean

selon l'envoyé spécial américain John Kerry.

Réduire le méthane

Pas significatif de cette COP26, l'engagement pris par une centaine de pays de réduire les émissions de méthane d'au moins 30% d'ici à 2030. Ce puissant gaz à effet de serre est responsable d'environ 30% du réchauffement de la planète depuis la Révolution industrielle. «C'est un levier supplémentaire qui pourrait vraiment nous aider à limiter le réchauffement», estime Tim Lenton, du Global Systems Institute de l'Université d'Exeter. Mais comme pour le charbon, l'effort pourrait être insuffisant, d'autant que la Chine, l'Inde, l'Australie et la Russie n'ont pas rejoint ce pacte.

Marché du carbone

C'est un serpent de mer des COP, celui d'un mécanisme légal reconnu par tous sur la compensation d'émissions de gaz à effet de serre à l'étranger, le fameux marché du carbone. La Suisse a signé des accords bilatéraux pionniers et veut des règles «robustes». Le Brésil, qui tient au double comptage, pourrait lâcher du lest. Selon diverses sources, il aurait offert un compromis avec une solution dès 2031.

Pertes et dommages des plus pauvres

En 2009, les pays riches avaient promis aux plus pauvres 100 milliards de dollars par an dès 2020 pour lutter contre le changement

climatique. Ce sera finalement en 2023, alors même que l'ONU estime que cette aide devrait plutôt être de l'ordre de 300 milliards. L'argent sera consacré à l'atténuation du réchauffement climatique - par exemple la lutte contre les émissions - et à l'adaptation des pays touchés.

Ces derniers ont insisté sur un autre dossier, celui des pertes et dommages qu'ils subissent déjà. «Les besoins dans ce secteur sont énormes mais on peut encore agir», estime Rupa Mukerji, spécialiste du changement climatique de l'ONG Helvetas. Pour compenser ces pertes et dommages, les pays insulaires les plus touchés demandent un financement séparé de l'objectif annuel de 100 milliards, mais les contributeurs s'y opposent.

Forêts, océans, biodiversité

La COP26 aura accouché de quelques bonnes nouvelles, comme l'accord d'une centaine de pays représentant 85% des forêts mondiales pour mettre fin à la déforestation d'ici à 2030. Même si l'Indonésie a dès le lendemain fait marche arrière. Elle aura aussi fait l'effort d'inclure davantage que les COP précédentes la biodiversité et les océans dans le débat. «L'océan, qui absorbe 90% des excès de chaleur et 25% du CO₂, est la salle des machines du système climatique», rappelle Rémi Parmentier, secrétaire de Because the Ocean. Je veux espérer qu'il ne sera pas le parent pauvre de Glasgow en faisant les frais d'autres négociations dans la phase finale.»

Compensation

La Suisse signe avec le Vanuatu et la Dominique

La Suisse pourra s'appuyer sur deux nouveaux accords pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre en finançant des projets à l'étranger. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga les a signés jeudi à Glasgow avec le Vanuatu et la Dominique. Du côté du Vanuatu, le principal projet permettra de relier, grâce à une technologie suisse, des panneaux photovoltaïques entre eux. Il sera déployé au total sur les 60 îles habitées du Vanuatu. Parmi les effets attendus, il doit notamment faciliter l'utilisation de grosses infrastructures électriques, notamment pour le séchage de mangues. L'État insulaire fait partie des pays menacés par l'élévation du niveau des mers. L'accord signé avec la Dominique va quant à lui porter sur des bus électriques. Les détails seront affinés avec les propositions du secteur privé.

Très observés parce que pionniers, ces arrangements de compensation de gaz à effet de serre au travers de financements de projets auprès d'autres pays sont sous le feu des critiques de certaines ONG comme Greenpeace. Mais le WWF international salue, lui, ces initiatives. À condition qu'elles ne soient menées que dans des pays dont l'objectif est de s'aligner sur une limitation de 1,5 °C du réchauffement d'ici à 2100, a dit jeudi l'une de ses responsables. Après un premier accord avec le Pérou, la Suisse avait décidé également de financer notamment des usines de biogaz dans les fermes sénégalaises et des énergies renouvelables au Ghana. Ou encore la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments en Géorgie. Des ministres de certains de ces pays ont relevé jeudi aux côtés de Simonetta Sommaruga l'importance de ces arrangements. Un accord devrait être signé prochainement avec la Thaïlande. Le secteur privé est demandeur. La Fondation pour la protection du climat et la compensation de CO₂, en charge de ces efforts en Suisse, a annoncé récemment avoir déjà attribué 750 millions de dollars pour l'achat de crédits carbone. Impossible de savoir s'il faudra limiter ces accords bilatéraux s'ils deviennent trop courus pour le secteur privé. L'important pour le moment est qu'ils soient favorables pour les deux États signataires et qu'ils montrent aux autres acteurs que ces arrangements permis par l'article 6 de l'accord de Paris sont possibles, a relevé Simonetta Sommaruga: «Nous ne le faisons pas que pour notre pays, mais pour les règles internationales» discutées à la COP. **ATS**